



En déficit, l'université de Rouen réduit le nombre d'étudiants et de profs

Dans le rouge comme bon nombre de facultés françaises, l'université normande a déjà prévu de supprimer 700 places en 1^{re} année et d'annuler une cinquantaine de recrutements en 2026.

Frédéric Gouaillard

Envoyé spécial à Rouen
(Seine-Maritime)

ASSISE SUR UN BANC, Sahra avale son sandwich en consultant son portable. Dans un peu plus d'une heure, l'étudiante en 1^{re} année à l'université de Rouen Normandie (URN) va passer un parti d'historiographie. « C'est l'histoire de l'histoire », résume à gros traits Sahra, déjà concentrée sur l'épreuve qui l'attend. Autant dire que les difficultés financières que traverse sa faculté lui passent carrément au-dessus de la tête, comme la majorité des étudiants croisés ce mercredi sur le vaste campus de Mont-Saint-Aignan, en banlieue de la ville aux cent clochers.

« J'ai constaté que certains bâtiments sont mieux chauffés que d'autres, et qu'il y a des fuites d'eau de-ci de-là, avec des bassines à même le sol. Mais je ne savais pas que la situation était aussi tendue », observe Sahra, un brin surprise, quand on lui apprend que le conseil d'administration a approuvé cinq jours plus tôt un budget initial déficitaire de 11 millions d'euros (M€) pour 2026. Du jamais-vu dans cette université de taille moyenne qui accueille un peu plus de 35 000 étudiants répartis sur sept campus.

Et la potion est amère. Pour éviter un dérapage encore plus conséquent à hauteur de 17 M€, le président de l'université, Franck Le Derf, a sorti les sécateurs avec une réduction des coûts de fonctionnement comprise entre 4 M€ et 5 M€, l'annulation de 40 à

50 embauches sur les 130 prévues l'année prochaine et surtout la suppression de certaines licences peu attractives et de 700 places en 1^{re} année.

Toutes les filières seront touchées, à commencer par les plus demandées comme le droit et la psychologie où, respectivement, 72 places et 36 places vont disparaître à la rentrée 2026. 36, comme le nombre d'étudiants qui composent un groupe de travaux dirigés (TD). Et un groupe de TD supprimé, c'est un professeur en moins, et donc des économies à la clé.

Assis dans une petite salle qui jouxte son bureau, Frank Le Derf ouvre ses mains en signe de dépit. « C'est la première fois que nous sommes obligés de prendre des mesures aussi drastiques et impopulaires », explique le président. « Concrètement je ne sais pas ce qui va se passer. L'État nous demande de faire des efforts sur les dépenses mais, en face, les recettes baissent encore. Dans le privé, ça s'appelle une cessation de paiements. Si ça reste en l'état, en décembre 2026, je n'aurai pas les 18 M€ dont j'ai besoin chaque mois pour payer les salaires. »

Dotations en berne, charges en hausse

Le responsable fait référence à la dotation de 208 M€ que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche lui verse annuellement et qui pourrait baisser cette année. Une allocation dont le montant sous-dimen-

sionné par rapport aux besoins serait « à revoir », dicit le président Le Derf.

En face, sa faculté, qui s'appuie sur un budget global de 280 M€, doit absorber des charges toujours plus lourdes liées à la hausse du prix de l'énergie, ainsi que des salaires et des cotisations sociales (contribution aux pensions de retraite, nouvelle protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique) décidés au plan national et transférés aux universités sans compensation. En 2026, la facture pour l'établissement rouennais s'élèvera à 7 M€ de charges salariales supplémentaires, même si le ministère prévoit de compenser 40 % de la contribution aux pensions de retraite.

« L'année dernière nous avons terminé l'année avec un déficit de 5 M€ et, pour le couvrir, nous avons dû piocher dans notre trésorerie. Résultat il ne reste plus en caisse que 2 M€ de fonds de roulement et ce sont autant d'opérations immobilières de rénovation des bâtiments que nous sommes obligés de décaler », soupire le président Le Derf, pris dans l'étau entre une hiérarchie incarnée par la rectrice de l'académie de Normandie qui a approuvé son budget initial avec des réserves et, de l'autre côté, la communauté étudiante et celle des personnels vent debout contre cette rationalisation.

Dire que ses mesures passent mal sur le campus normand est un euphémisme. Dans son petit local de la mai-



son de l'université, Léa Chevauché, la présidente de la Feder (Fédération des étudiants rouennais), ne s'est toujours pas remise du vote du budget initial. « On ne peut pas accepter ces mesures, développe-t-elle. Que la direction ferme des filières où il y a peu d'inscrits, passe encore. Mais supprimer des places dans des filières en tension comme le droit, la psychologie ou Staps, ça n'est pas entendable car ce sont des lycéens qui ne pourront pas accéder aux études supérieures. En agissant de la sorte, on dégrade l'offre de formation et, en tant qu'étudiants, on s'inquiète à terme d'une éventuelle hausse des frais d'inscription pour couvrir ce déficit chronique. »

La crainte de voir les inégalités se creuser

Pour le personnel enseignant, administratif et technique, la pilule, là encore, a du mal à

passer. Comme les étudiants, les représentants du personnel, réunis en intersyndicale, déplorent ce budget initial qu'ils ont rejeté lors du conseil d'administration du 12 décembre. En vain.

Pierre-Emmanuel Berche, enseignant-chercheur en physique, et Pierre Hebert, informaticien, tous deux encartés à la FSU, anticipent une véritable « cure d'austérité ». « Avec ce budget qui nous prive de 5 M€ sur 35 M€ de crédits de fonctionnement, nous craignons que les CDD soient ceux qui partent en premiers et que les licences ou les masters qui ferment ne rouvrent jamais, déplorent les deux fonctionnaires. C'est une politique à courte vue avec des étudiants qui vont nous quitter et que nous ne reverrons jamais. Malheureusement, on fait porter sur les dépenses un problème qui vient des recettes que l'État ne

garantit plus. »

Et la suite pourrait leur donner de nouvelles sueurs froides. La direction prévoit déjà un budget rectificatif début 2026 pour tenter de réduire le déficit de quelques millions supplémentaires. Une manière pour l'université de rentrer dans les clous et de pouvoir verser les salaires jusqu'à la fin de l'année prochaine. « J'espère qu'en faisant cela, ils ne vont pas accroître les inégalités qui existent déjà avec certaines universités plus prestigieuses, souffle Sahra, l'étudiante en histoire. »

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, a annoncé l'organisation d'assises sur le financement des universités en janvier.



C'est une politique à courte vue avec des étudiants qui vont nous quitter et que nous ne reverrons jamais

Pierre-Emmanuel Berche et Pierre Hebert, encartés à la FSU

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

LP/OLIVIER ARANDEL

Rouen (Seine-Maritime), le 17 décembre. Pour la première fois, l'université de Rouen Normandie a dû se résoudre à des mesures aussi drastiques qu'impopulaires. « Concrètement, je ne sais pas ce qui va se passer », avoue son président.